



LE CENTRE D'EXCELLENCE  
sur les systèmes ESEC



# Con✓ERGE

**Relier les systèmes d'état civil et  
statistiques vitales et l'égalité des sexes**

**Engagements et solutions pour optimiser les retombées**

**DEUXIÈME CONFÉRENCE SUR LES SYSTÈMES ESEC ET L'ÉGALITÉ DES GENRES  
RAPPORT SUR LES RÉSULTATS**

**Les 25 et 26 février 2020**

Centre de recherches pour le développement international  
150, rue Kent, Ottawa (Ontario) K1P 0B2



**IDRC | CRDI**

International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international



Global Affairs  
Canada

Affaires mondiales  
Canada

Nous Soutenons le



Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil

C.P. 8500, Ottawa (Ontario) K1G 3H9, Canada  
esec@crdi.ca  
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international, 2020

La conférence présentée dans cette publication a été réalisée avec l'aide financière et technique du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC. Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), elle est financée conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI ou du Conseil des gouverneurs de ce dernier.

**Citation suggérée :** Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC). 2020. Engagements et solutions pour optimiser les retombées. ConVERGE : Connecter l'enregistrement des événements vitaux et l'égalité des genres. Deuxième conférence sur les systèmes ESEC et l'égalité des genres – Rapport sur les résultats. Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Ontario.

# Table des matières

---

<b>Aperçu de la conférence .....</b>	<b>1</b>
Objectifs de la conférence ConVERGE .....	2
Réussite de la conférence ConVERGE.....	3
<b>Résumés des séances.....</b>	<b>5</b>
Mot de bienvenue et discours liminaire.....	5
Débat de haut niveau : L'état actuel des systèmes ESEC pour l'égalité des sexes – Où en sommes-nous ? Et où devons-nous nous rendre ? .....	8
Séance technique 1 : Explorer la façon dont les systèmes ESEC contribuent à la protection des femmes et des enfants dans les situations de conflit, d'urgence et de grande migration .....	11
Séance technique 2 : Comprendre l'impact des normes sociales et des cadres juridiques sur l'enregistrement des faits d'état civil des femmes et des enfants dans les systèmes ESEC. ....	13
La voie à suivre : Prendre des engagements et inspirer des actions .....	15
Allocution de Mme Kamal Khera, secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international .....	16
Trois ateliers parallèles en petits groupes .....	17
Atelier 1 : Stratégies de promotion en faveur du renforcement des systèmes ESEC en tant qu'outils permettant d'améliorer l'égalité des sexes. ....	17
Atelier 2 : Veiller à ce que les données d'ESEC soient désagrégées, ouvertes, accessibles et utilisées. ....	18
Atelier 3 : Les normes sociales et autres obstacles ayant un impact sur l'utilisation des services d'enregistrement des faits d'état civil par la population .....	21
Exploration des aspects sexospécifiques des systèmes de santé et d'ESEC.....	24
Intégration des aspects sexospécifiques dans les initiatives mondiales et régionales en faveur de l'ESEC et de l'identité juridique .....	26
Conclusion : Assurer l'avancement du programme de promotion de l'égalité des sexes au moyen des systèmes ESEC .....	27
<b>Messages d'action de ConVERGE sur l'ESEC et le genre .....</b>	<b>30</b>
<b>Prochaines étapes.....</b>	<b>35</b>
<b>Intervenants et participants.....</b>	<b>36</b>

## Remerciements

Le présent rapport sur les résultats a été rédigé pour le compte du Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Les principaux auteurs sont Shaida Badiie, Amelia Pittman et Deirdre Appel (Open Data Watch), avec la collaboration de Montasser Kamal, Irina Dincu, Kristin Corbett et Leila Bamba (CRDI), et Romesh Silva et Rachel Snow (FNUAP). Nous remercions Plainly Speaking pour son soutien à la révision.

# Aperçu de la conférence

Les 25 et 26 février 2020, le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) s'est associé à Open Data Watch et au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour organiser conjointement la conférence « Connecter l'enregistrement des événements vitaux et l'égalité des genres » (ConVERGE) au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) à Ottawa, au Canada. L'objectif consistait à examiner et à poursuivre les progrès réalisés depuis la première réunion mondiale, **Rendre l'invisible visible : les systèmes ESEC comme fondation pour réaliser l'agenda 2030 en matière d'égalité des sexes**, qui s'est tenue à Ottawa en février 2018.

Au cours de ces deux jours, les participants ont évalué les possibilités et les enjeux actuels et futurs de manière à :

- veiller à ce que tous les faits d'état civil soient enregistrés et certifiés de façon universelle;
- produire, diffuser et utiliser les statistiques de l'état civil qui sont ventilées afin de mettre en évidence les différences infranationales et de soutenir la promotion des initiatives d'autonomisation sexospécifique;
- exploiter les systèmes ESEC afin de contribuer au programme de développement durable de 2030.

La conférence a permis d'aller au-delà des discussions des systèmes ESEC pour les femmes et les enfants en vue d'obtenir un engagement à trouver des solutions et à prendre des mesures.

Cet événement a rassemblé 200 participants, représentant un large éventail de parties prenantes dans les domaines d'ESEC et du genre. Parmi eux figuraient des experts politiques et techniques, des représentants des gouvernements, des universitaires, des jeunes et des bailleurs de fonds. Chaque participant avait des points de vue déterminants à offrir dans le cadre des présentations d'experts à la conférence, des séances de discussion, des ateliers en petits groupes et des réunions parallèles.

Au total, 27 conférenciers ont participé à 14 séances en tant que participants officiels. Un nombre nettement plus important de personnes se sont fait entendre tout au long de la conférence étant donné l'importance accordée aux segments de

## EN CHIFFRES



**200**

La conférence ConVERGE a réuni **200 participants**.



**98**

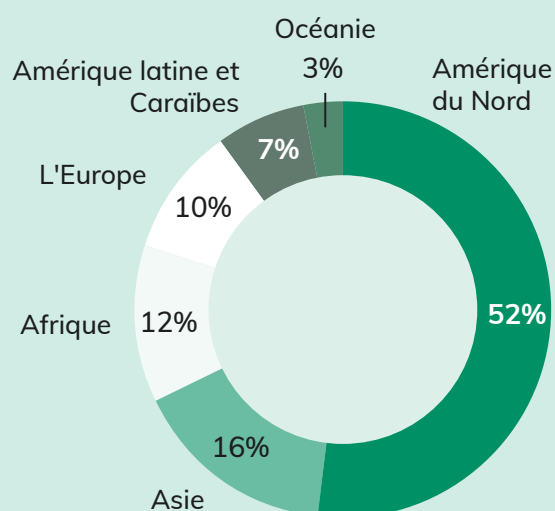
Parmi ceux-ci, **98 personnes** de **30 pays** y ont assisté en personne.



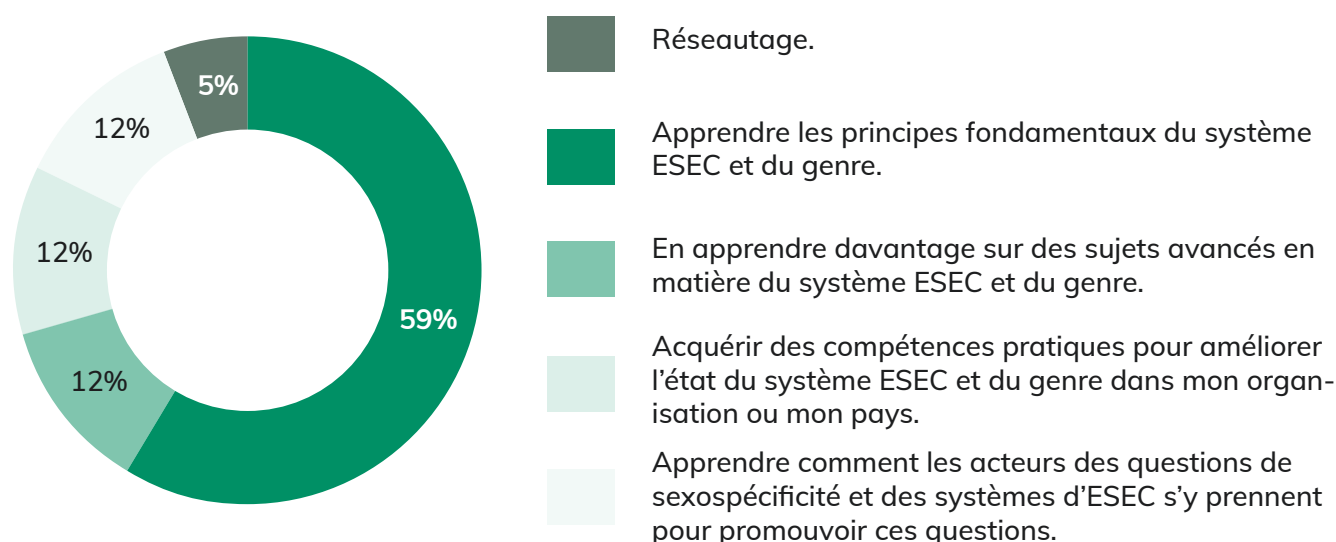
**102**

Les **102 autres personnes** y ont participé par webdiffusion.

## Répartition par région



**Figure 1 : Réponses à la question du sondage post-conférence « Quel était votre objectif principal en participant à la conférence ? »**



questions-réponses et à l'organisation d'ateliers de discussion d'une demi-journée. La conférence a été marquée par une participation de représentants de haut rang des Nations Unies, du CRDI et d'Affaires mondiales Canada, ainsi que des gouvernements et d'autres entités. La liste complète des conférenciers et des participants se trouve à la fin du présent document.

Ce document sur les résultats présente des résumés des différentes séances de la conférence, ainsi que les principaux messages orientés vers l'action dont les participants à la conférence ont convenu comme étant importants pour progresser dans ce domaine.

## Objectifs de la conférence ConVERGE



**Déterminer comment les systèmes ESEC sensibles au genre complètent d'autres systèmes de données,** tels que les systèmes nationaux d'identité, les systèmes d'information sur la santé et les recensements de la population, et discuter d'une meilleure harmonisation entre eux. Les points de vue des pays seront mis en évidence afin de mieux comprendre les défis réels et les bonnes pratiques, dans le but d'élaborer des solutions orientées vers l'action.



**Concevoir une stratégie pour accroître le soutien politique aux aspects sexospécifiques des systèmes ESEC** et s'assurer que les ressources nationales sont affectées à ces volets des travaux, tout en faisant le point sur les occasions à saisir et les défis à relever en matière de financement.





**Examiner comment les normes sociales et les décisions économiques touchent le fonctionnement des systèmes ESEC** et comment ces systèmes fonctionnent dans un contexte conflictuel, dans des situations d'urgence ou en présence de grandes migrations.



**Inspirer les participants à l'événement et les encourager à intervenir**, ainsi que s'assurer que les résultats sont mis à la disposition de la société dans des forums stratégiques à tous les niveaux une fois l'événement terminé.



**Repérer les domaines où la recherche permettra d'accroître les connaissances de base sur les systèmes ESEC et le genre**, en particulier dans des contextes fragiles et d'urgence.



**Favoriser l'établissement de liens entre le programme mondial de systèmes ESEC et aux engagements actuels relatifs à l'égalité des genres** (tels que Beijing 25+) et les initiatives en matière de population et de développement (telles que la CIPD25).

## Réussite de la conférence ConVERGE

La conférence ConVERGE fait état des réussites suivantes :

- **Rencontre mondiale** – A réuni 200 participants représentant des décideurs politiques, des experts techniques, des fonctionnaires, des universitaires, des jeunes et des bailleurs de fonds afin d'élaborer des stratégies visant à accroître le soutien aux systèmes ESEC et aux données sur le genre.
- **Représentants de haut rang** – L'importance de l'événement a permis d'assurer la participation des représentants de haut rang de plusieurs organisations telles que les Nations Unies, le CRDI et Affaires mondiales Canada.
- **Échange de connaissances** – Les participants provenaient diverses régions géographiques, de veiller à ce que les débats incluent un éventail de points de vue allant des pays à revenu élevé aux pays à faible revenu, tout en tenant compte des différentes réalités politiques, sociales et culturelles.

« ConVERGE est vraiment le début de la production d'une richesse de connaissances sur le genre et les systèmes ESEC. Il est important d'organiser et d'animer des réunions et de produire du matériel de communication pour atteindre différentes personnes dans le monde entier. »

**Shaida Badiee**, co-fondatrice et directrice générale, Open Data Watch

- **Échange de points de vue** – animation de grandes discussions sur la manière de susciter des engagements et des actions concrètes, en s'appuyant sur les engagements existants tels que Beijing 25+ et d'autres initiatives telles que la CIDP25.
- **Appel mondial à l'action** – Mise au point d'un ensemble d'actions essentielles permettant de cibler les efforts sur les possibilités et les défis afin veiller à ce que tous les faits d'état civil soient enregistrés de manière universelle.

« Un aspect essentiel de l'initiative ConVERGE ... est notre recherche sur le terrain visant les normes sociales et les aspects comportementaux, qui conduisent à un sous-enregistrement des faits d'état civil tout au long de la vie. Cette recherche est fondamentale si nous voulons comprendre pourquoi certaines personnes ont du mal à accéder aux systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et comment nous pouvons commencer à changer les relations sociales et les normes relatives à l'enregistrement des faits d'état civil. C'est un moyen essentiel pour assurer une mise à l'échelle efficace des initiatives prometteuses. »

**Romesh Silva**, spécialiste technique des inégalités sanitaires et sociales, FNUAP



# Résumés des séances

Les séances de la conférence ConVERGE ont toutes connu une forte participation, tant en personne que par webdiffusion. Des enregistrements vidéo de toutes les séances (à l'exception des ateliers parallèles en petits groupes) sont disponibles sur la chaîne [YouTube du CRDI](#).

La section suivante résume chacune des séances de la conférence.

## Mot de bienvenue et discours liminaire

**Intervenants :** Montasser Kamal (CRDI), Dominique Charron (CRDI), Benoit Kalasa (FNUAP) et Joshua Tabah (Affaires mondiales Canada)

### Enregistrement en ligne de la séance



Photo : Greg Teckles / Open Data Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC  
Benoit Kalasa, Montasser Kamal et Dominique Charron (de gauche à droite) partagent perspectives sur le rôle des systèmes ESEC dans la réalisation de l'égalité des genres.

Le mot d'ouverture et le discours liminaire ont révélé un thème commun : Les systèmes ESEC ont un rôle essentiel à jouer dans la réalisation de l'égalité des genres et la fourniture de données adéquates pour mesurer et suivre les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

Le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC, avec ses partenaires, a fait de grands progrès depuis la première réunion mondiale sur l'égalité des genres et les systèmes ESEC, organisée au CRDI en février 2018. Le Centre a été un chef de file dans le mouvement mondial visant à rendre les systèmes ESEC plus sensibles au genre. Dominique Charron a fait part d'un certain nombre de réalisations concrètes depuis la

rencontre de 2018, notamment l'annonce du lancement de la troisième et dernière synthèse de la [série de synthèses de connaissance sur le genre et les systèmes ESEC](#), produite en partenariat avec Open Data Watch. Cette série, lancée en novembre 2018 à l'issue de la réunion de 2018, met en lumière les préjugés et les obstacles liés au genre, diffuse les études de cas et les conclusions émergentes, et recommande des domaines et des solutions prioritaires. Cette série apporte un soutien essentiel aux parties prenantes des systèmes ESEC, en aidant à pousser à l'action et à promouvoir l'adoption de bonnes pratiques.

Les systèmes ESEC sont essentiels à la réalisation de 12 des 17 ODD, dont l'ODD 5 sur l'égalité entre les sexes. Ces systèmes contribuent également à la mesure et au suivi de 67 indicateurs des ODD, comme l'a fait remarquer Dominique Charron. Au-delà

« Tous les pays devraient s'efforcer de faire en sorte que les naissances soient enregistrées où et quand elles ont lieu, indépendamment de la présence de l'un ou l'autre parent. »

**Dominique Charron**, vice-présidente,  
Programmes et partenariats, CRDI

des données, l'état civil est une forme de protection puissante pour les femmes, les enfants et d'autres groupes vulnérables. Il fournit une identité juridique, permettant aux individus d'accéder à l'éducation, aux soins de santé et aux débouchés économiques. La preuve de l'identité juridique peut permettre aux femmes et aux enfants de faire valoir leur droit légitime à l'héritage ou à la propriété, et les protéger contre le mariage des enfants. Dominique Charron a exhorté les participants à remettre en question le statu quo des systèmes actuels d'ESEC et à déterminer les travaux à réaliser dans le cadre de leur propre mandat organisationnel pour aller de l'avant. De telles actions peuvent contribuer à faire avancer cette question dans le discours public plus vaste sur le développement durable.

*« Remettre en question le statu quo. Mettre les idées au défi. Et penser au-delà de vos frontières et même des frontières de ce domaine. Comment pouvons-nous faire en sorte que cette question importante soit intégrée dans un débat public beaucoup plus vaste ? La reconnaissance de l'importance de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil en tant que plateforme fondamentale pour la réalisation des ODD fait partie de ce que nous pouvons réaliser ensemble. Nous pourrions ainsi transformer les connaissances en actions et contribuer à améliorer concrètement les conditions de vie des femmes et des enfants dans le monde entier. »*

**Dominique Charron**, vice-présidente, Programmes et partenariats, CRDI

Le moment est venu de plaider pour des systèmes ESEC renforcés, a souligné Benoit Kalasa. L'année 2019 a marqué le 25<sup>e</sup> anniversaire du **Programme d'action** de la CIPD et 2020 marque le 25<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration et du programme d'action de Beijing. Les systèmes ESEC sont essentiels à la protection des droits et à la satisfaction des besoins des femmes et des filles. Faute de prendre tout en compte et de « rendre l'invisible visible », l'égalité des genres ne sera pas atteinte.

*« Des millions de personnes naissent, se marient et meurent sans laisser de trace de leur existence s'il n'y a pas de registres officiels. Dans de nombreuses régions du monde, les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil sont inefficaces et insuffisants, entravés par des obstacles qui excluent les femmes et les filles ainsi que toutes les populations et sous-populations vulnérables. »*

**Benoît Kalasa**, directeur de la division technique, FNUAP

Le cycle de recensement de 2020 est un autre rappel important de l'importance de mettre à profit la dynamique de la mise en place de systèmes ESEC plus performants. Benoit Kalasa a expliqué comment le FNUAP tire profit de ces deux initiatives et soutient la collecte de données grâce à ses 145 programmes nationaux (dont le nombre ne cesse d'augmenter) offerts par ses bureaux nationaux. Il a souligné la complémentarité du recensement et de l'ESEC, car ils offrent des possibilités de validation croisée et servent des objectifs différents, mais qui se renforcent mutuellement.

En 2018, le FNUAP a entamé un effort stratégique reposant sur des données de qualité visant atteindre trois zéros d'ici 2030 :

- zéro besoin non satisfait en matière de contraception;
- zéro décès maternel évitable;
- zéro violence sexiste et pratiques néfastes, telles que le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines.

Pour y parvenir, le FNUAP met en place le **Fonds thématique pour les données démographiques** (en anglais) afin d'améliorer la portée et la qualité des données démographiques, de mettre en commun les données démographiques tout en conciliant les impératifs d'accessibilité et de confidentialité, et

d'accroître la capacité d'utilisation des données démographiques à court et à long terme. Le fonds offrira un soutien financier aux pays afin qu'ils puissent moderniser leur recensement, renforcer leurs capacités institutionnelles et améliorer leur gestion globale. En plus de soutenir le recensement, le fonds contribuera à améliorer la couverture et la qualité des systèmes ESEC et des enquêtes sur les ménages. Cette intégration des systèmes de données démographiques de base est déjà visible dans le cadre de **l'initiative ConVERGE**, conçue et mise en œuvre conjointement avec le CRDI, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, en Amérique latine et dans les États arabes.



Photo : Greg Teckles / Open Data Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC  
Benoît Kalasa présente le discours d'ouverture lors de la première session de la Conférence ConVERGE.

Le renforcement des systèmes nationaux d'ESEC nécessite des défenseurs tant externes qu'internes. Joshua Tabah a rappelé aux participants à la conférence le rôle dynamique que le Canada a joué au cours des dix dernières années pour aider les pays à mettre en place des systèmes plus robustes. Il est essentiel que le gouvernement du Canada reconnaisse et défende l'importance de systèmes ESEC fonctionnels pour obtenir des résultats en matière de santé et pour améliorer l'accès à la santé sexuelle et reproductive.

Grâce au Mécanisme de financement mondial, 19 pays ont donné la priorité au renforcement des systèmes ESEC dans le cadre de leurs efforts visant l'amélioration de la santé reproductive ainsi que de la santé des mères, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents, mais il faut en faire davantage. Les femmes, les enfants et les groupes marginalisés sont ceux qui peuvent tirer le plus grand profit de l'enregistrement de l'état civil, mais ils sont aussi les plus susceptibles d'être exclus. Ils sont confrontés à de nombreux obstacles à l'accès, tels que le manque d'indépendance financière, les normes culturelles et une législation dépassée. L'exclusion des femmes et des enfants des données démographiques les rend invisibles, et l'absence d'identité juridique les rend plus vulnérables à la pauvreté, aux abus et à l'exploitation. Joshua Tabah a fait remarquer qu'il existe des moyens de surmonter ces obstacles et de faire en sorte que tout le monde en profite :

- Tous les ordres de gouvernement doivent être aux commandes.
- Les bailleurs de fonds comme les pays doivent veiller à ce que les systèmes soient sensibles au genre et interopérables avec d'autres systèmes gouvernementaux, tels que les systèmes de

gestion de l'identité nationale et de l'information sur la santé. L'établissement de liens avec le secteur de la santé peut également améliorer les taux d'enregistrement, par exemple, lorsque l'enregistrement est intégré à des programmes tels que les vaccinations.

- La coordination entre les bureaux de statistiques, les ministères de la justice, de l'éducation et de la santé est essentielle à la réussite de ces initiatives. L'ESEC est bien plus qu'une simple question de systèmes techniques.
- Les activités de plaidoyer et de sensibilisation visant à cibler les populations vulnérables et à susciter la demande de services d'enregistrement sont essentielles.
- Mettre l'accent sur des approches fondées sur le rendement peut inciter à l'action.

Si cette séance d'ouverture a réitéré et souligné l'importance des systèmes ESEC dans le monde entier, les séances qui ont suivi sont allées au-delà des discussions sur l'importance des systèmes ESEC pour les femmes et les enfants vers l'obtention d'un engagement à trouver des solutions et à prendre des mesures.

« Le renforcement de l'ESEC est bien plus qu'une question de systèmes techniques. Les réformes doivent avoir pour fondement l'analyse du genre et l'intégration des considérations liées au genre pour veiller à ce que les régions, les communautés et les personnes marginalisées soient consultées, ciblées et ensuite incluses. »

**Joshua Tabah**, directeur général, Santé et nutrition, Affaires mondiales Canada

## Débat de haut niveau : L'état actuel des systèmes ESEC pour l'égalité des sexes – Où en sommes-nous ? Et où devons-nous nous rendre ?

**Modérateur :** Montasser Kamal (CRDI)

**Discours principal :** Petrider Paul, ambassadrice de la jeunesse de l'Union africaine

**Participants :** Dominique Charron (CRDI), Cornelius Williams (UNICEF), Benoit Kalasa (FNUAP) et Shaida Badiie (Open Data Watch)

### Enregistrement en ligne de la séance

Préparant le terrain pour les discussions qui auront lieu tout au long de la conférence, cette séance consacrée à un débat de haut niveau a abordé les plus grandes possibilités et les plus grands défis pour les systèmes ESEC dans différents contextes. Les systèmes ESEC dans le contexte des conflits, des migrations massives et des situations d'urgence ont fait l'objet d'une attention particulière. Les systèmes ESEC et leurs interactions avec les normes sociales et la culture, ainsi que l'ESEC en tant que sujet sur les tribunes mondiales pour les données sur le développement durable et les ODD, ont également été abordés.

Petrider Paul, ambassadrice de la jeunesse de l'Union africaine, est venu de Tanzanie pour parler de l'importance d'exploiter le pouvoir de la jeunesse pour faire avancer l'ESEC et le programme de l'égalité des genres. Elle a souligné les répercussions concrètes des obstacles à l'enregistrement des faits d'état civil, leurs conséquences coûteuses et la persistance du mariage des enfants. Porte-parole



du changement dans sa communauté, elle a expliqué que les principales parties prenantes doivent offrir une tribune aux jeunes et établir un dialogue intergénérationnel afin que les réformes politiques soient inclusives et efficaces.

Chaque intervenant a souligné les répercussions des obstacles rencontrés par les mères et les enfants. Cornelius Williams nous a rappelé qu'il y a des enfants qui étudient toute leur vie, pour se voir interdire de passer l'examen final parce qu'ils n'ont pas de certificat



Petrider Paul, Montasser Kamal, Dominique Charron, Benoit Kalasa, Shaida Badiee et Joshua Tabah (de gauche à droite). Le panéliste Cornelius Williams n'est pas représenté.

« Les systèmes ESEC doivent mettre l'accent sur l'enregistrement des mariages et des décès, les principales parties prenantes doivent s'associer aux jeunes pour faire avancer leur programme. »

**Petrider Paul**, ambassadrice de la jeunesse de l'Union africaine

de naissance. Les incidences cette situation sont réelles : si les enfants ne peuvent pas aller à l'école ou, dans ce cas, ne peuvent pas obtenir de diplôme, ils risquent de se retrouver piégés dans la pauvreté.

En résumé, Benoit Kalasa a mis en évidence quatre principaux défis :

- les perturbations créées par les conflits entraînant des déplacements de population;
- la fragmentation de la gouvernance engendrant des inefficacités et de la confusion;
- le manque de connaissances ou de données probantes pour faire de l'ESEC un programme de transformation;
- la création d'une culture de demande communautaire de base pour des systèmes ESEC sensibles au genre.

« Nous voulons retrouver l'ESEC tout au long de la vie d'une personne, de la naissance à la mort. Ensuite, l'enregistrement des mariages et les déplacements de personnes. Mais cela s'accompagne de défis. »

**Benoit Kalasa**, directeur de la division technique, FNUAP

« Le système idéal devrait être universel, et il devrait avoir un cycle de vie, mais si l'on n'effectue pas l'enregistrement de la naissance, les autres événements ne seront pas enregistrés. »

**Cornelius Williams**, directeur associé,  
Protection des enfants, UNICEF

Comme l'a déclaré Cornelius Williams, le système idéal serait universel et suivrait tout le cycle de vie. Pour y parvenir, les réformes juridiques doivent être mieux ciblées. Le système devrait être holistique et jumelé avec les services de santé, de sorte que l'enregistrement se fasse dès le moment où un enfant entre en contact avec le système.

Dominique Charron a fait valoir la nécessité de mieux comprendre les obstacles structurels et institutionnels. Et si la technologie et les systèmes numériques offrent de nombreuses possibilités, il existe des problèmes de protection de la vie privée et d'autres inconvénients. L'identité peut être une source de conflit civil et de guerre.

Shaida Badiie a souligné les possibilités d'exploiter les ressources des pays en intégrant l'ESEC dans les plans nationaux pour améliorer les systèmes de statistiques nationaux relatifs aux ODD. Il faut mettre davantage l'accent sur l'amélioration de l'offre et de la demande de ces données, car le lien entre les deux n'est pas systématique. Il faut améliorer les messages sur la valeur de l'ESEC, en utilisant le langage des groupes de parties prenantes qui doivent être sensibilisés. La gouvernance, la responsabilité, les droits de la personne et l'efficacité de l'aide dépendent de meilleurs systèmes ESEC.

« Nous devons renforcer la manière dont nous discutons de la pertinence de l'ESEC. Nous devons employer le langage des personnes que nous sommes en mesure de convaincre, que ce soit en matière de gouvernance, de responsabilité, de droits de la personne ou d'efficacité de l'aide. »

**Shaida Badiie**, co-fondatrice et  
directrice générale, Open Data Watch

Un appel à un financement accru a fait ressortir les messages des intervenants sur ces questions. Sans un financement suffisant, les possibilités d'exploiter les occasions seront limitées. Mme Badiie a fait part du déficit de financement estimé à environ 100 millions de dollars américains par an d'ici 2030. Selon l'analyse d'Open Data Watch, le montant de ses investissements en matière d'aide doit presque doubler par rapport au montant actuel.

# Séance technique 1 : Explorer la façon dont les systèmes ESEC contribuent à la protection des femmes et des enfants dans les situations de conflit, d'urgence et de grande migration

**Modérateur :** Rachel Snow (FNUAP)

**Intervenants :** Elène Bérubé (HCNUR), Rosalinda C. Apura (Autorité des statistiques aux Philippines), Martin Clutterbuck (Conseil norvégien pour les réfugiés, région du Moyen-Orient), Allison Petrozziello (spécialiste des questions de genre et de migration), et Marwan Khawaja (CESAO)

## Enregistrement en ligne de la séance

L'objectif de cette séance consistait à mettre en évidence les réalités, les défis et les nouvelles solutions envisagées pour fournir des systèmes ESEC et de gestion de l'identité dans des contextes de populations déplacées et fragiles. Les intervenants se sont penchés sur la question de l'apatridie pour les personnes vivant dans des contextes fragiles et la façon dont cette population est encore pratiquement invisible en raison du manque de pièces d'identité. Ce manque d'accès aux pièces d'identité et de documents d'ESEC est encore aggravé par de nombreuses lois et pratiques existantes sur l'enregistrement des naissances et des mariages.



Photo : Greg Teckles / Open Data Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Elène Bérubé (à droite) discute des défis de l'enregistrement des naissances dans des contextes fragiles. De gauche à droite, les autres panélistes : Rosalinda C. Apura, Martin Clutterbuck, Allison Petrozziello et Marwan Khawaja.

Comme l'a ajouté Elène Bérubé, la possibilité d'enregistrer les naissances dans des contextes fragiles peut être particulièrement précaire pour diverses raisons :

- les officiers de l'état civil peuvent être relégués au bas de la liste des priorités;
- les procédures d'obtention des certificats de naissance peuvent être complexes dans un environnement instable;
- les pays d'accueil ne peuvent pas enregistrer les naissances dans le cas des migrants.

Dans le cas de déplacements dus à des catastrophes naturelles, pour éviter le sous-dénombrement qui en résulte et pour tenir les registres aussi à jour que possible, des pays comme les Philippines procèdent à un enregistrement massif des décès survenant après les catastrophes. Ainsi, ils peuvent rapidement mettre à jour les documents d'état civil et s'assurer que personne ne disparaît du système.

*« Il existe un certain nombre de pays dans le monde où les lois sur la nationalité ne sont pas discriminatoires, mais où les lois et pratiques relatives à l'ESEC incluent la discrimination sexuelle. »*

**Elène Bérubé**, juriste principale et chef de l'unité de protection, HCNUR



Dans les situations fragiles en raison de conflits, ces enregistrements de masse sont plus difficiles à réaliser. Les populations traversent souvent les frontières ou sont déplacées à l'intérieur de leur pays d'origine. Les intervenants ont souligné la charge disproportionnée qui pèse sur les femmes dans ces contextes : elles prennent des risques physiques en fuyant avec leurs enfants et assument le fardeau juridique de prouver la mort de leur mari ou leur manque d'implication avec les groupes rebelles. Comme le montrent les recherches, le manque d'accès des femmes migrantes à la santé sexuelle et reproductive complique davantage l'enregistrement des naissances. Dans de nombreux contextes, ses situations transforment les travailleurs et travailleuses de la santé en agents de contrôle des migrations.

*« Prouver votre identité devient encore plus important dans les situations de conflit, car vous devez vous déplacer, vous devez avoir un document pour franchir les postes de contrôle. »*

**Martin Clutterbuck**, conseiller régional en matière de conseil et d'assistance juridique, Conseil norvégien pour les réfugiés, région du Moyen-Orient

L'ESEC est souvent perçu comme neutre, mais dans des contextes fragiles, il peut devenir politique et être utilisé pour exploiter les fractures sociales et cibler les populations vulnérables. Le défi soulevé par plusieurs intervenants portait sur la manière de concilier le lien entre la gestion de l'identité et les systèmes ESEC et la nécessité de protéger la vie privée et la sécurité des personnes. Alors que la communauté internationale marque le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption de la déclaration et du programme d'action de Beijing, les intervenants ont souligné que ces questions et d'autres, qui touchent particulièrement les femmes dans les zones touchées par les conflits, devraient désormais être intégrées dans les cadres mondiaux et nationaux afin de garantir l'enregistrement universel et la protection des droits juridiques pour tous.

*« Le plus inquiétant à mes yeux est le recul progressif du droit de la personne à une nationalité et son remplacement par ces registres parallèles et ces documents d'identité biométriques ad hoc. Bien que celles-ci puissent offrir une certaine protection et un accès aux services, elles ne remplacent pas le statut durable de la citoyenneté avec toutes les protections qu'il offre. Continuons à renforcer et avoir recours à une approche fondée sur les droits de la personne. »*

**Allison Petrozziello**, spécialiste des questions de genre et de migration, chercheuse et doctorante

## Séance technique 2 : Comprendre l'impact des normes sociales et des cadres juridiques sur l'enregistrement des faits d'état civil des femmes et des enfants dans les systèmes ESEC.

**Modérateur :** Irina Dincu (CRDI)

**Intervenants :** Sandile Simelane (FNUAP), Dan Pavel Doghi (OSCE), Claire Brolan (Université du Queensland), Leyla Sharafi (FNUAP), et Louis Niamba (Chercheur, Burkina Faso)

### Enregistrement en ligne de la séance

Cette séance a permis de faire le point sur l'idée que les systèmes ESEC existent dans les cadres sociaux et juridiques de leurs sociétés respectives et a braqué les projecteurs sur les recherches récentes des intervenants. Les intervenants ont abordé une variété de sujets, notamment :

- l'état inadéquat des bases de données d'enregistrement des mariages partout dans le monde;
- les groupes défavorisés en Europe, tels que les Roms;
- la dynamique de l'acquisition de l'enregistrement des naissances au Burkina Faso;
- les pratiques d'enregistrement des décès fondées sur les droits dans la région Asie-Pacifique;
- les leçons tirées de l'expérience relative à la modification des normes concernant les mutilations génitales féminines.



Photo : Greg Teckles / Open Data Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Sandile Simelane (à droite) discute des défis de évaluer la couverture de l'enregistrement du mariage.

Il en est ressorti une reconnaissance de la diversité des expériences des pays, en fonction de leurs cadres et contextes juridiques sous-jacents. L'évaluation de la portée des enregistrements de mariage continue d'être un véritable défi. Selon Sandile Simelane, seuls sept pays ont inclus des questions sur ce sujet dans leur cycle de recensement de 2010. En outre, ces sept pays ont utilisé des procédures différentes pour estimer la prévalence des actes de mariage, ce qui limite la possibilité de comparer les données entre les pays. Cela montre à quel point il est difficile d'avoir une vue d'ensemble de l'enregistrement des mariages. Le cycle de recensement de 2020 comportera probablement davantage de questions sur ce sujet, et la 8e édition d'enquêtes démographiques et sur la santé comportera une question sur l'enregistrement des mariages, mais il faudra attendre un certain temps avant d'avoir une image complète du nombre d'enregistrement des mariages.

*« Nous avons examiné plus de 100 questionnaires du recensement de 2010, et nous avons constaté que seuls sept pays comportaient des questions directes sur l'enregistrement des mariages. »*

**Sandile Simelane**, Spécialiste technique, FNUAP

L'importance de l'éducation relative aux processus d'enregistrement des naissances et la valeur des documents afférents ont été soulignées lors d'une discussion sur la manière dont le public interagit avec les centres de santé et les autres lieux où les naissances peuvent être enregistrées. Hormis la confusion qui entoure le processus, plusieurs obstacles existent, tels que :

- le coût financier;
- le temps nécessaire pour obtenir des certificats de naissance;
- le fait que les parents ne disposent pas de la documentation nécessaire;
- la difficulté d'accéder aux sites d'enregistrement en raison de la distance.

« Le **Plan d'action visant à améliorer la situation des Roms et des Sintis dans l'espace d'OSCE** dit très clairement que les États ont le devoir et la responsabilité de veiller à ce que les Roms et les Sintis disposent de tous les documents nécessaires, notamment les certificats de naissance, les documents d'identité, les certificats d'assurance maladie, etc. (en anglais et romani seulement). »

**Dan Pavel Doghi**, chef, Point de contact pour les questions concernant les Roms et les Sintis, Bureau des institutions démocratiques et des droits de la personne de l'OSCE

Ces obstacles, en apparence minimes, peuvent en fait conduire à une exclusion permanente des systèmes d'enregistrement. Comme l'a expliqué Dan Pavel Doghi, le cas des Roms en Europe offre un exemple de ce qui peut arriver lorsque des populations sont systématiquement exclues au fil du temps, avec un degré élevé de méfiance des deux côtés du processus d'enregistrement. Cela perpétue également un cercle vicieux de mésinformation et d'obstacles à l'accès, ce qui entraîne un faible taux d'enregistrement. Dans le souci de prévenir cette exclusion dans la région Asie-Pacifique, des efforts sont en cours pour intégrer une évaluation complète du cadre juridique et social d'un pays dans les propositions d'orientation sur la manière d'améliorer l'enregistrement des décès. La participation de la communauté est le point de départ essentiel de l'effort.

Dans un autre exemple, Louis Niamba a abordé la dynamique de l'acquisition de l'enregistrement des naissances du point de vue des communautés et des fonctionnaires de l'état civil au Burkina Faso. L'étude de 2019 de l'Observatoire de surveillance démographique et de santé de Nouna au Burkina Faso a révélé d'importantes disparités dans l'enregistrement des mariages et des décès fondés sur l'enregistrement des naissances. Plus de 97 % des personnes interrogées ont noté un manque de sensibilisation à l'enregistrement obligatoire des mariages et des décès. Cela a entraîné des différences importantes entre les genres dans l'enregistrement des faits d'état civil des femmes, en particulier pour les décès.

Les recherches menées dans la région du Pacifique sur les décès maternels et les décès de femmes dus à des agressions et à la violence exercée par un partenaire intime, présentées par Claire Brolan, ont mis en évidence une approche de l'enregistrement des décès fondée sur les droits. Grâce au soutien d'une équipe diversifiée de chercheurs, le projet a permis d'examiner les lois et les politiques d'un pays sur le

« Lorsque nous appliquons ces principes à différents contextes, on obtient une gamme de réponses et de questions différentes. »

**Claire Brolan**, Centre for Policy Future, Université du Queensland

renforcement des systèmes ESEC en ce qui concerne les décès maternels et les décès de femmes dus à des causes externes. Claire Brolan a souligné l'importance des approches participatives pour la mise en œuvre des solutions dans le cadre de la participation de la société civile et a recommandé le recours aux six approches des données fondées sur les droits du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Ce cadre constitue un excellent modèle pour commencer à examiner comment intégrer les approches fondées sur les droits de la personne aux systèmes ESEC.

Le fait d'avoir fait l'expérience d'un changement d'attitudes concernant les mutilations génitales féminines est un exemple d'apprentissage intersectoriel. Il révèle les perspectives à long terme nécessaires aux efforts visant à accroître l'adoption de systèmes, tels que les systèmes ESEC complets.

« Il faut qu'il soit dirigé par des personnes. Il doit être centré sur les personnes. Il faut avoir suffisamment de groupes qui soutiennent l'ESEC et vraiment essayer de l'exploiter grâce à cette approche de diffusion organisée et de normes sociales. »

**Leyla Sharafi**, conseillère principale en matière de genre, FNUAP

Le changement social, bien que durable, prend du temps et dépend de la collaboration de toutes les parties de la communauté. Ces exemples soulignent l'importance de comprendre les normes sociales et culturelles, et de disposer des capacités techniques nécessaires pour renforcer et améliorer les systèmes ESEC.

## La voie à suivre : Prendre des engagements et inspirer des actions

**Intervenants** : Irina Dincu (CRDI), Shaida Badiee (ODW), Arjan de Haan (CRDI)

### Enregistrement en ligne de la séance

Le premier jour de la conférence s'est terminé par une séance consacrée à l'examen des principales recommandations issues des discussions de la séance. L'objectif consistait à créer collectivement une liste de messages à retenir axés vers l'action. La présentation d'un premier projet élaboré par les coorganisateurs de la conférence a suscité un débat entre les participants, chacun apportant son expertise et son point de vue unique. Arjan de Haan a fait remarquer que de nombreuses recherches sont encore nécessaires quant à

- la façon dont nous devrions réfléchir à des solutions pour les systèmes ESEC;
- si des solutions plus techniques ou une volonté politique constituent l'instrument le plus important;
- et au lien entre les systèmes ESEC et d'autres secteurs, comme l'autonomisation des femmes.

Il a également passé en revue les sept actions proposées initialement et a ensuite invité les participants à formuler des questions et des commentaires.

« C'est bien plus qu'une question technique. Il s'agit de bien plus que d'une simple volonté politique. Cela concerne la relation entre l'État et les citoyens. »

**Arjan de Haan**, directeur, domaine de programme Économies inclusives, CRDI

Bon nombre des questions et commentaires ont porté sur l'intégration d'une approche davantage fondée sur les droits et du point de vue des droits de la personne dans les sept actions clés, et sur la reconnaissance de la dynamique du pouvoir en jeu dans les systèmes ESEC. D'autres commentaires ont souligné la nécessité de garder à l'esprit que les systèmes ESEC visent à favoriser le développement, et non pas à se concentrer sur un bon suivi en soi. Ce point de vue était lié aux commentaires voulant que l'on mette davantage l'accent sur les rendements offerts par les systèmes ESEC, tant en termes de résultats que d'investissements. Enfin, les commentaires ont porté sur la nécessité de faire des références explicites au genre, de relier ces actions au **programme des Nations Unies sur l'identité juridique** (en anglais), y compris les cas de vulnérabilité de routine, et de fournir des conseils sur la manière dont les parties prenantes peuvent mettre en œuvre ces actions.

Les actions ont ensuite été révisées en tenant compte des réactions à la discussion en personne et des commentaires reçus par courrier électronique après la fin de la conférence. La liste finale des messages d'action sur l'ESEC et le genre se trouve à la page 25.



Shaida Badiee, Irina Dincu et Arjan de Haan (de gauche à droite) présentent un examen des principales recommandations issues des discussions de la séance.



## Allocution de Mme Kamal Khera, secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international

**Enregistrement en ligne** des remarques de la secrétaire parlementaire

Le secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international, Kamal Khera, prononce une allocution lors de la séance de clôture du premier jour de la conférence ConVERGE.

Pour clôturer la première journée de la conférence, Kamal Khera, secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international, a réitéré la nécessité des systèmes ESEC pour la protection des femmes et des filles. Elle a expliqué que les obstacles à la collecte de données sur le terrain peuvent aller de l'épuisement du personnel médical à des procédures d'enregistrement trop lourdes, en passant par l'absence de communication sur l'importance de l'enregistrement des enfants à la naissance. Afin de lever ces obstacles, le gouvernement du Canada fait don de près de 120 millions de dollars pour faciliter la collecte de données et améliorer les systèmes ESEC dans le monde entier.



Kamal Khera a présenté le cas de la Tanzanie, où l'enregistrement des naissances est compliqué et coûteux, ce qui limite l'accès à de nombreuses familles. En collaboration avec l'UNICEF, le gouvernement du Canada a créé une application mobile qui permet aux parents d'inscrire gratuitement leurs enfants à l'aide d'un message texte. Cela a permis d'augmenter de 83,3 % l'enregistrement des enfants de moins de 5 ans dans les régions ciblées. Il s'agit non seulement d'une amélioration importante pour le système ESEC, mais aussi de nombreux avantages pour le développement humain, les droits de la personne et la sécurité.

« Les systèmes ESEC sont une pierre angulaire du développement humain, des droits de la personne et de leur sécurité. [...] Pour que les personnes comptent, elles doivent d'abord être comptées. »

**Kamal Khera**, secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international, Canada.

## Trois ateliers parallèles en petits groupes

La deuxième journée de la conférence ConVERGE débute par une séance de bienvenue, suivie de trois ateliers parallèles en petits groupes. Les résumés des ateliers sont fournis ci-dessous.

### **Atelier 1 : Stratégies de promotion en faveur du renforcement des systèmes ESEC en tant qu'outils permettant d'améliorer l'égalité des sexes.**

Organisé par Data2X

Cet atelier a examiné les possibilités de promouvoir l'importance des systèmes ESEC pour l'égalité des genres, y compris la manière d'atteindre les publics clés et de renforcer les partenariats intersectoriels. La séance a permis aux participants de comprendre les objectifs des événements importants et de voir comment les exploiter pour promouvoir les systèmes ESEC.



Photo : Greg Teckles / Open Data Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Les participants à cet atelier discutent comment plaider pour des systèmes ESEC plus solides.

Les participants ont été invités à désigner les publics prioritaires visés par les messages orientés vers l'action présentés lors de la séance de clôture de la veille, et à indiquer comment plaider efficacement en faveur du bon fonctionnement des systèmes ESEC auprès de ces publics cibles. Les discussions en table ronde ont souligné l'importance de plaider pour des systèmes ESEC solides à tous les niveaux, depuis les organisations communautaires jusqu'aux hauts fonctionnaires, aux bailleurs de fonds et aux organisations mondiales. À l'échelle nationale, les publics envisagés

comprennent les cabinets des ministres, les ministères de la justice et des affaires sociales, et les ministères chargés veiller à ce que les pays progressent vers les ODD. À l'échelle mondiale, les publics prioritaires comprenaient des organisations telles que la Banque mondiale, les banques régionales de développement, les organismes intergouvernementaux régionaux et les groupes de la société civile.

Étant donné que 2020 marque le 25<sup>e</sup> anniversaire du programme d'action de Beijing+25, la conférence a offert de nombreuses occasions de plaider en faveur de systèmes ESEC plus solides et plus sensibles aux questions de genre. Alors que nombre des événements mondiaux prévus sur l'égalité des genres ont été reportés indéfiniment en raison de la pandémie de COVID-19, la séance a porté sur les méthodes permettant d'exploiter l'engagement mondial en faveur de l'égalité des genres et de tirer parti de ces événements pour transmettre efficacement ces messages à des publics non techniques. Elle était aussi consacrée à l'importance de favoriser les partenariats multisectoriels.



Photo : Greg Teckles / Open Data Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Les conversations de cet atelier ont porté sur les opportunités de promouvoir l'importance du renforcement des systèmes ESEC.

Pour conclure, l'équipe de Data2X a souligné le pouvoir du programme d'action de Beijing et de la possibilité pour les parties prenantes d'ESEC de promouvoir l'importance du renforcement des systèmes ESEC, y compris l'amélioration de la capacité en matière de statistiques, afin d'atteindre les ODD et les résultats mis en avant dans le cadre du programme d'action de Beijing. Les messages de sensibilisation doivent être adaptés en conséquence.

## **Atelier 2 : Veiller à ce que les données d'ESEC soient désagrégées, ouvertes, accessibles et utilisées.**

Organisé par le FNUAP

Cet atelier a illustré la manière dont le renforcement des systèmes ESEC se déroule sur le plan national et a proposé des exemples d'études de cas en Jordanie et en Uruguay. Les exemples concrets de ces deux pays sont importants, car ils montrent comment



les systèmes ESEC peuvent être intégrés aux systèmes de santé pour promouvoir et protéger la santé reproductive, ainsi que la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants. Ils soulignent l'importance pragmatique d'aligner les systèmes ESEC sur les priorités des femmes et des filles en matière de santé.

Dans le cas de l'Uruguay, la discussion a porté sur la stratégie nationale du pays pour 2016 visant à réduire les taux élevés de grossesses non désirées chez les adolescentes. Les autorités uruguayennes ont mis à profit leur système d'enregistrement des naissances, dans lequel l'enregistrement électronique des naissances est essentiellement complet, pour améliorer le suivi localisé du taux de natalité des adolescentes et orienter les interventions en santé et sociales là où une assistance est particulièrement nécessaire.

L'utilisation opportune et efficace de l'enregistrement des naissances a favorisé le développement des programmes sociaux destinés aux adolescentes et aux mères adolescentes, notamment les soins périnataux gratuits, la nutrition et les vaccinations, et a facilité la cartographie géospatiale de l'incidence de la fécondité des adolescentes afin de cibler l'aide sur les régions les plus touchées.

La démarche adoptée en Uruguay montre que des données d'état civil complètes en temps voulu et accessibles sont essentielles pour assurer une prévention et une gestion efficaces de la fécondité non désirée chez les adolescentes. Les discussions au cours de l'atelier ont également permis de constater que le succès de l'initiative en Uruguay était en partie dû à un partenariat solide axé sur une priorité nationale entre de multiples institutions du gouvernement et de la société civile et des agences de développement international.

Dans le cas de la Jordanie, le gouvernement a affirmé que l'élimination des décès maternels évitables était une priorité nationale. En 2018, la Jordanie a lancé son système de surveillance et d'intervention en matière de mortalité maternelle (JMMSR). Le JMMSR a été développé pour faire le suivi des décès



Photo : Greg Teckles / Open Data Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Les participants à l'atelier discutent de la manière de garantir que les données des systèmes ESEC sont désagrégées, ouvertes, accessibles et utilisées.



Photo : Greg Teckles / Open Data Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Les participants entendent parler d'études de cas en Jordanie et en Uruguay.



Photo : Greg Teckles / Open Data Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Les présentations de cet atelier démontrent le potentiel des systèmes ESEC pour aider à assurer la visibilité des femmes et des filles.

être reproduite dans d'autres contextes nationaux, même lorsque l'enregistrement des décès n'est pas complet. L'une des plus grandes leçons tirées de la Jordanie est l'importance de la coordination nationale entre le ministère de la Santé, l'autorité de l'état civil et le bureau national des statistiques. Les participants à l'atelier ont noté que cette initiative s'étendait aux réfugiés syriens résidants dans des camps et des établissements informels, ce qui démontre les possibilités qu'offre cette approche pour soutenir les réfugiés et les personnes déplacées en matière de santé maternelle. D'autres discussions ont suivi sur la manière dont ces approches peuvent être étendues aux systèmes d'enregistrement des décès qui ne sont pas encore numérisés, en intégrant les principales parties prenantes à l'échelon communautaire, telles que les agents de santé communautaires, les sages-femmes qualifiées, les religieux et les fonctionnaires locaux.

Dans l'ensemble, la séance a démontré le potentiel des systèmes ESEC pour accroître la visibilité des femmes et des filles et la santé reproductive, et améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants. La séance a particulièrement mis en évidence les systèmes ESEC de données universelles, permanentes et continues qui permettent une analyse désagrégée plus précise pour examiner les inégalités en matière de santé, les inégalités sociales et les inégalités sexospécifiques. Les études de cas de l'Uruguay et de la Jordanie font ressortir un engagement fort et de grande envergure en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes, la concordance des priorités politiques nationales avec l'utilisation concrète des données d'enregistrement de l'état civil, et la coordination des systèmes ESEC entre les unités gouvernementales, la société civile et les partenaires internationaux.

maternels et de leurs causes, et pour stimuler les interventions visant à les prévenir à l'avenir. Afin d'assurer la saisie du plus grand nombre de décès maternels, le ministère de la Santé a comparé ses registres de décès des femmes en âge de procréer aux données du système d'état civil.

Les participants à l'atelier ont noté que la triangulation des données entre le système de santé et le registre de l'état civil pour assurer la prise en compte la plus complète des décès des femmes en âge de procréer est une bonne pratique qui pourrait

### **Atelier 3 : Les normes sociales et autres obstacles ayant un impact sur l'utilisation des services d'enregistrement des faits d'état civil par la population**

*Organisé par le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC, CRDI*

Au cours de cet atelier, un scénario a été présenté à Conakry, en Guinée, où les systèmes ESEC sont relativement faibles. La séance a abordé la question du partenariat avec les communautés pour améliorer les connaissances, les attitudes et les pratiques en matière d'enregistrement des faits d'état civil, de la recherche à la mise en œuvre. L'objectif du groupe de travail était de repérer les obstacles à l'enregistrement au à l'échelon communautaire et de mettre en œuvre une communication efficace sur le changement social et comportemental afin d'améliorer les connaissances, les attitudes et les pratiques de la population en matière de services.

**Défi :** Comment déterminer les normes sociales, les pratiques culturelles et les autres obstacles à l'enregistrement à l'échelon communautaire, et comment établir des partenariats avec les communautés pour accroître la demande de services ?

Le renforcement des systèmes ESEC est l'une des priorités de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (en anglais) en Guinée, mais l'enregistrement des naissances à l'échelle nationale représente 57 %. Le taux d'enregistrement des décès est inférieur à 5 %, et dans certaines régions, dont la capitale Conakry, il n'est que de 2 %. Malgré des investissements limités, la situation semble stagner. Le pays bénéficie d'une subvention du Mécanisme de financement mondial (GFF) (en anglais) et du soutien de l'Association internationale de développement (AID) pour le renforcement des systèmes ESEC, mais ces fonds n'ont pas encore été accordés en fonction des priorités nationales.

Bien que la Guinée ait développé une stratégie d'ESEC qui met l'accent sur l'utilisation des systèmes de santé pour l'enregistrement des naissances, elle ne prévoit que peu ou pas de mesures pour améliorer l'enregistrement des décès ou produire des statistiques de l'état civil.



Photo : Greg Teckles / Open Society Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Les participants discutent des défis auxquels sont confrontés les systèmes ESEC à Conakry, en Guinée.





Les participants découvrent les résultats des études en Guinée sur les pratiques sociales autour des événements vitaux.

Des études menées auprès de groupes de discussion en Guinée ont révélé que les pratiques sociales relatives aux faits d'état civil et le manque de sensibilisation aux retards, aux avantages ou aux procédures d'enregistrement pouvaient avoir une incidence considérable sur l'utilisation des services par la population. L'Institut national de la statistique de Guinée a produit et analysé des statistiques de l'état civil dans certaines régions qui pourraient aider à déterminer quelles populations sont enregistrées ou non, et à établir leur profil et leur quintile de richesse. Toutefois, ces renseignements ne sont pas utilisés dans la planification stratégique nationale. Les partenariats communautaires et la communication

autour du développement se limitent à des campagnes périodiques et intensives de soutien à l'enregistrement des naissances.

Étant donné que la population rurale de la Guinée est de 63,9 % et que le taux d'enregistrement des décès est d'un peu plus de 1 %, il est important de cerner les obstacles à l'enregistrement des faits d'état civil à l'échelon communautaire et d'apprendre des communautés.

Le groupe a défini la recherche, le renforcement concret des capacités par l'apprentissage des autres et l'engagement avec les communautés comme étant des activités initiales importantes. Le groupe a travaillé autour de quelques questions clés :

- **Prise de décision** – Qui prend les décisions dans les familles et les communautés ? Demandez-le aux personnes marginalisées (jeunes, femmes, les plus pauvres).
- **Obstacles** – La population sait-elle que l'enregistrement existe et quels en sont les avantages ? Pourquoi choisissent-ils de ne pas s'enregistrer ? Quelles sont leurs préoccupations ? Que voudraient-ils apprendre sur leur communauté à partir de ces données ?
- **Promouvoir l'enregistrement** – Comment améliorer les partenariats avec les communautés ? Quelles sont les démarches nécessaires pour produire des changements à une échelle correspondant aux faits d'état civil ? Comment tirer parti des traditions verbales pour produire des changements sociaux et des connaissances sur les faits d'état civil ? Comment pouvons-nous améliorer rapidement le système juridique et le rendre plus humain ?

Sur le plan institutionnel, la coordination entre les ministères pour améliorer la couverture et l'exhaustivité de l'ESEC est importante dans tous les pays. La coordination entre les organismes responsables est essentielle pour garantir l'enregistrement

des faits d'état civil. Les participants ont relevé les principales personnes influentes dans la communauté qui pourraient contribuer au changement de comportement, et ont recommandé que la communication en faveur du changement social et comportemental soit élaborée en se fondant sur des données probantes, en tenant compte des obstacles, des personnes influentes, des moyens de communication et des sources d'information les plus fiables. Bien que l'analyse et les réformes législatives aient été jugées essentielles, le groupe a convenu que ces dernières seraient les plus difficiles à aborder. Toutefois, le groupe a conclu que des cadres législatifs équitables et humanocentriques sont nécessaires pour assurer un enregistrement universel.

Les discussions du groupe ont conduit à la conclusion que les recherches menées dans les pays représentés par le groupe ne comprenaient pas d'indicateurs comportementaux et que, dans la plupart des cas, il y avait un manque de recherches sur la communication sociale et la communication axée sur la modification de comportements.

Ce groupe de travail a souligné l'importance de la responsabilité et de la participation. La participation est un principe de l'approche fondée sur les droits de la personne – et en essayant de déterminer la meilleure façon de relever le défi des normes sociales persistantes qui font obstacle à l'exhaustivité et à la qualité de l'ESEC, de faire participer les personnes les plus touchées ou qui continuent à être exclues. Il s'agit notamment de faire participer les principaux interlocuteurs de la société civile et des représentants des groupes marginalisés.

Dans l'ensemble, la séance a démontré que l'investissement dans la recherche et la communication sur le changement social et comportemental, y compris les partenariats communautaires, sont essentiels pour produire un changement social et comportemental durable qui conduit à une amélioration des connaissances, des attitudes et des pratiques de la population et contribue à une participation et une utilisation accrues des services par la communauté.



Photo : Greg Teckles / Open Data Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Les discussions en atelier indiquent un manque de recherche sur la communication efficace pour le changement social et comportemental.

# Exploration des aspects sexospécifiques des systèmes de santé et d'ESEC

**Modérateur :** Benoit Kalasa (FNUAP)

**Présentateurs :** Carlos Ramirez (FNUAP Colombie), Edna Valle (DANE, Colombie), Montasser Kamal (CRDI), Daniel Cobos Muñoz (Institut tropical et de santé publique suisse), et Nashaat Taani (ministère de la Santé, Jordanie)

## Enregistrement en ligne de la séance

Les systèmes ESEC qui fonctionnent bien fournissent des données sur la santé actualisées et continues pour des politiques et des pratiques de santé éclairées, qui jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de la santé des populations. Des systèmes de soins de santé et d'ESEC correctement intégrés peuvent contribuer à maximiser l'efficacité de la distribution des ressources et à promouvoir l'égalité au sein d'une population. Malgré les retombées positives avérées que les données d'ESEC peuvent avoir sur les politiques de santé – y compris l'amélioration des stratégies ciblées de contrôle des maladies et des blessures, la reprise après catastrophe et la santé maternelle, entre autres – les systèmes ESEC continuent d'être sous-financés et faibles dans de nombreux pays à faibles revenus et à revenus intermédiaires.

Au cours de cette séance, quatre témoignages ont été présentés pour montrer comment les renseignements tirés des systèmes ESEC ont permis de réduire les lacunes dans les services de santé. Au fil des discussions, il est devenu évident que des systèmes ESEC robustes et inclusifs sont essentiels au bien-être de la population et constituent la pierre angulaire des données sur la santé.



Photo : Greg Teckles / Open Data Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC  
Benoit Kalasa, Carlos Ramirez, Edna Valle, Montasser Kamal, Daniel Cobos Muñoz et Nashaat Taani (de gauche à droite).

- **Données sur le genre et la mortalité** – Daniel Cobos Muñoz a présenté une étude de cas qui examine les statistiques de mortalité en adoptant une perspective sexospécifique et conclut que le système de santé n'est pas neutre du point de vue sexospécifique. Un préjugé sexiste existe dans les diagnostics faits par les médecins, ce qui peut influencer sur l'analyse de la cause du décès.

« Il est essentiel de comprendre ces différences [dans les taux de mortalité] pour concevoir et mettre en œuvre des politiques visant à réduire les inégalités sexospécifiques. »

**Daniel Cobos Muñoz**, collaborateur scientifique principal, Institut tropical et de santé publique suisse

- **Enregistrement des naissances en Colombie**

– Carlos Ramirez et Edna Valle ont présenté l'initiative de la Colombie visant à augmenter le nombre d'enregistrements des naissances. Cette initiative a permis d'augmenter à la fois le nombre d'enregistrements

des naissances et le taux vaccination, ce qui montre l'importance des partenariats multisectoriels dans le renforcement des systèmes ESEC et la nécessité pour les partenaires de la santé de collaborer avec diverses parties prenantes et secteurs.

« Cet exercice nous a permis d'obtenir de l'information pour discuter avec le gouvernement et lui démontrer la portée et où se trouve le besoin. »

**Carlos Ramirez**, FNUAP, Colombie et **Edna Valle**, DANE, Colombie

- **Suivi des données sur la santé des adolescents** – Montasser Kamal a discuté du rôle des systèmes ESEC dans la mise en évidence des problèmes de santé chez les adolescents de 10 à 14 ans, la tranche d'âge la plus sous-étudiée. Il a expliqué qu'il n'y a pas de données sur le genre sans les systèmes ESEC. La collecte et l'analyse régulières de données ventilées par sexe à l'échelon administratif le plus bas jouent un rôle essentiel dans la fourniture de données sur la santé continues à tous les âges.

« Ne sachant pas combien il y a d'adolescents, où ils vivent, quel est leur statut, comment les gouvernements peuvent-ils avoir recours à des plans afin de n'oublier personne ? Si rien n'est fait, on les oubliera. »

**Montasser Kamal**, chef de programme, Santé des mères et des enfants (SME), CRDI

- **Les soins de santé et les systèmes ESEC en Jordanie** – Nashaat Taani a présenté la structure organisationnelle du système de soins de santé jordanien et a expliqué comment le système ESEC est intégré. Il a souligné deux initiatives, soit le système jordanien de surveillance et de notification de la mortalité maternelle et un nouveau projet de liaison électronique entre la base de données de l'état civil et la base de données des établissements de santé publique.

« Toutes les statistiques de l'état civil sont désagrégées par sexe. L'enregistrement des naissances est presque terminé à 98 %. Nous avons des défis à relever en matière d'enregistrement des décès, en particulier chez les femmes, mais nous y travaillons. »

**Nashaat Taani**, directeur du service des maladies non transmissibles, Ministère de la Santé, Jordanie



# Intégration des aspects sexospécifiques dans les initiatives mondiales et régionales en faveur de l'ESEC et de l'identité juridique

**Modérateur :** Romesh Silva (FNUAP)

**Intervenants :** Niall McCann (PNUD), Srdjan Mrkić (Division des statistiques de l'ONU), Gemma Van Halderen (CESAP) et Tom Orrell (DataReady)

## Enregistrement en ligne de la séance

La cible 16.9 des ODD vise à garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances, d'ici 2030. Le groupe de travail a donné un aperçu global des progrès réalisés dans l'intégration entre la gestion de l'identité et les systèmes ESEC pour atteindre cet objectif tout en tenant compte de l'éthique, de la gouvernance et de l'intégration des femmes et des filles. Les intervenants ont convenu que lorsque les systèmes ESEC et les initiatives de gestion de l'identité sont complémentaires, ces derniers ont le pouvoir de protéger les droits de la personne.

Pour assurer que les systèmes ESEC sont sensibles au genre, ils doivent être interopérables et intégrés aux autres systèmes du gouvernement. C'est ce qui permet de libérer le véritable potentiel des données d'ESEC en vue d'éclairer la conception des programmes et la prestation des services et de bénéficier aux populations dans des domaines tels que l'inclusion financière, la protection sociale, la migration, et même pour faire face aux catastrophes naturelles.

*« C'est un service gouvernemental. Et il faut que le service gouvernemental soit fourni. Et la responsabilité de ne pas fournir ce service doit être assumée par quelqu'un. Donc, il doit relever du gouvernement. Il doit être obligatoire pour les deux parties. [Obligatoire] du côté de la population qui enregistre les faits d'état civil, mais obligatoire du côté du gouvernement qui doit fournir les installations nécessaires à la prestation de ces services. »*

**Srdjan Mrkić**, chef, Statistiques démographiques, Division des statistiques de l'ONU

La discussion a également porté sur la façon dont la communauté internationale collabore pour soutenir les efforts nationaux et régionaux. Le groupe de travail a convenu que la collaboration entre les Nations Unies et la Banque mondiale pourrait prendre de nombreuses formes, à condition qu'il y ait un consensus et une approche commune pour soutenir les pays dans le cadre de la gestion de l'identité et le développement des systèmes ESEC.

*« J'aimerais penser que d'ici la fin de l'année, nous aurons conçu des projets avec les gouvernements et la société civile. Nous pourrions alors nous mettre d'accord sur le modèle de financement avec la Banque mondiale et ensuite, dans la mesure où les Nations Unies doit fournir ses propres fonds, mobiliser des fonds auprès des principaux partenaires internationaux. »*

**Niall McCann**, conseiller politique et chef de projet, Identité juridique, PNUD



Photo : Greg Teckles / Open Data Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Tom Orrell (à droite) discute des opportunités et des défis des nouvelles technologies pour améliorer les systèmes ESEC.

Les progrès technologiques offrent des possibilités d'améliorer les systèmes de gestion de l'identité numériques. Bien qu'il existe certainement des possibilités d'intégration des systèmes ESEC et de gestion de l'identité, le groupe de travail a également discuté des risques que peuvent les systèmes d'identification numériques. L'importance de se prémunir contre les obstacles juridiques et la discrimination a été soulignée. Afin de renforcer les capacités et de générer des gains d'efficacité, les systèmes ESEC et de gestion de l'identité doivent suivre des directives sur la protection des données, la confidentialité et les protocoles de gouvernance.

« Le développement d'un nouveau système de gestion de l'information qui réunit l'ESEC et la gestion de l'identité par des moyens numériques n'est pas un service en soi. C'est un moyen de pouvoir fournir un service plus efficace aux citoyens. »

**Tom Orrell**, directeur, DataReady

## Conclusion : Assurer l'avancement du programme de promotion de l'égalité des sexes au moyen des systèmes ESEC

**Intervenants : Joshua Tabah (Affaires mondiales Canada), Benoit Kalasa (FNUAP), Shaida Badiee (Open Data Watch), Irina Dincu (CRDI) et Arjan de Haan (CRDI)**

### Enregistrement en ligne de la séance

La conférence s'est terminée par bon nombre de messages percutants pour rappeler aux participants l'importance du thème « Ne laisser personne de côté » sur lequel repose le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Des systèmes ESEC fonctionnels et inclusifs sont essentiels à la réalisation de cet objectif, ainsi qu'au respect des promesses de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) et aux attentes du processus d'examen de Beijing+25. Les systèmes ESEC sont essentiels au développement inclusif. Ils peuvent améliorer la participation des citoyens et accroître l'accès aux services publics,



Photo : Greg Teckles / Open Data Watch et le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Arjan de Haan, Shaida Badiee, Irina Dincu, Joshua Tabah, Benoit Kalasa et Montasser Kamal (de gauche à droite).

notamment les soins de santé et l'éducation. Plus important encore, les systèmes ESEC inclusifs rendre visible les défis des populations les plus invisibles.

« Nous avons beaucoup discuté du renforcement des systèmes, de l'amélioration des données, mais le plus important [point] est qu'au-delà des systèmes, au-delà des données, il y a des personnes. Alors, comment concevoir des systèmes ESEC qui tiennent compte de la dimension de genre, c'est-à-dire de ce que nous considérons comme un moyen de tenir les promesses des ODD, de la CIPD ou du programme d'action de Beijing? »

**Benoît Kalasa**, directeur de la division technique, FNUAP

Pour faire suite aux premiers messages d'action présentés à la fin de la première journée, Shaida Badiee et Irina Dincu ont présenté les points des séances qui seront intégrés dans ces messages. Les intervenants ont souligné l'importance de l'appropriation et de la conduite des processus par les pays et la nécessité de rationaliser une approche fondée sur les droits et la sexospécificité tout au long des discussions et des initiatives sur l'ESEC. L'accent serait mis sur la question de savoir comment les systèmes ESEC s'intègrent dans l'écosystème plus large des données démographiques, y compris les systèmes de gestion de l'identité juridique et les recensements, et les avantages de ces corrélations. Les intervenants ont également mentionné qu'en plaidant en faveur de l'investissement dans les ESEC, l'accent sera moins mis sur les besoins et davantage sur la mise en valeur des rendements des investissements.

« Nous avons été informés qu'il fallait mettre davantage l'accent sur le genre dans tout le processus. Après tout, il s'agit de l'ESEC dans une perspective de genre. [...] Nous avons également appris que nous devons intégrer un langage plus ferme en ce qui concerne l'adoption d'une approche fondée sur les droits pour améliorer le système ESEC. »

**Shaida Badiee**, co-fondatrice et directrice générale, Open Data Watch

« Ce processus doit être mené par les pays eux-mêmes, et comment mobiliser les gouvernements pour en faire une priorité politique dans leurs stratégies nationales? »

**Irina Dincu**, spécialiste de programme principale, Centre d'excellence sur les systèmes ESEC, CRDI

Joshua Tabah a rappelé aux participants de ne pas se contenter de discuter avec les participants à la conférence et les parties prenantes d'ESEC pour transmettre les principaux résultats et messages. Il a souligné l'importance de transmettre ces renseignements à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, à la Commission de statistique de l'ONU, au Forum Génération Égalité au Mexique et au World Data Forum de l'ONU en Suisse, entre autres, car les systèmes ESEC sont indispensables à une gouvernance inclusive et cohérente.

« Le défi est de savoir comment utiliser les connaissances que nous avons acquises. En d'autres termes, l'ESEC n'est pas seulement une question de systèmes techniques – il s'agit de personnes, il s'agit de comprendre les obstacles – et de les faire connaître. »

**Joshua Tabah**, directeur général, Santé et nutrition, Affaires mondiales Canada

Les participants ont fait remarquer que le programme des systèmes ESEC devrait être au service du programme sur l'égalité des genres plutôt que l'inverse.

La séance s'est terminée par un appel à tous les participants à réfléchir à ce qu'ils peuvent faire pour que les systèmes ESEC ne laissent pas derrière les populations les plus vulnérables.

« Les efforts visent carrément à faire en sorte que les femmes et les enfants ne soient pas laissés invisibles, apatrides, exclus des services. Il s'agit donc des droits de ces femmes et de celles qui sont laissées derrière. »

**Arjan de Haan**, directeur, domaine de programme Économies inclusives, CRDI

# Messages d'action de ConVERGE sur l'ESEC et le genre

Les discussions de la conférence ont incité les coorganisateur à résumer les principaux points de consensus en une série de messages orientés vers l'action que les participants, et plus largement les communautés d'ESEC et de l'égalité des genres pourront transmettre.

## Messages d'action de ConVERGE sur l'ESEC et le genre

Soutenir l'appropriation par les pays des améliorations du système ESEC en utilisant une approche fondée sur les droits de la personne.



Désagréger les statistiques de l'état civil en fonction de tous les éléments pertinents afin de ne laisser personne de côté.

Accroître l'attention portée aux populations les plus vulnérables.



Prendre en compte les contextes politiques, culturels et juridiques pour améliorer les systèmes ESEC.

Utiliser les statistiques de l'état civil comme un outil pour la progression de l'égalité des genres.



Collaborer pour combler les lacunes en matière de connaissances et inspirer le changement.

Démontrer pourquoi le financement devrait être mis à contribution pour améliorer les systèmes ESEC.



Chacune des actions clés est détaillée ci-dessous avec de plus amples explications. Ces actions clés ont été présentées et discutées dans le cadre de la séance de clôture de la conférence ConVERGE.



**Alors que la communauté du développement travaille à la réalisation du Programme 2030 au cours de la décennie d'action pour la mise en œuvre des ODD, la communauté de pratique d'ESEC doit se pencher sur le soutien à l'appropriation par les pays des améliorations du système ESEC en utilisant une approche fondée sur les droits de la personne.**

À ce jour, 166 millions d'enfants de moins de 5 ans ne sont pas enregistrés, ce qui les prive de leur droit à une identité juridique et de l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi, et plus encore. Le renforcement des systèmes ESEC peut également soutenir la mesure et le suivi des ODD. Ce point est essentiel pour mesurer 12 des 17 ODD et constitue une cible dans les objectifs eux-mêmes (16.9).



**Les statistiques de l'état civil produites par les systèmes ESEC doivent être ventilées par sexe, géographie, groupe ethnique, niveau d'éducation et autres niveaux selon le cas, en fonction des cadres juridiques locaux, afin d'aider les pays à axer leurs plans sur les personnes non recensées, tout en veillant à ce que ces renseignements demeurent protégés et ne causent aucun préjudice.**

Les moyennes masquent les réalités des gens. Les données ventilées par sexe peuvent révéler les inégalités entre les genres dans l'accès aux documents d'état civil essentiels et expliquer le manque d'accès aux services qui en résulte, ce que les moyennes mondiales et nationales peuvent masquer. D'autres données ventilées par revenu, par région ou par niveau d'éducation peuvent fournir des indications permettant de concevoir des politiques d'inclusion pour les personnes, en particulier les femmes et les filles, le plus souvent laissées de côté.





**Les systèmes ESEC et de gestion de l'identité ne doivent pas oublier les besoins des populations les plus vulnérables, telles que celles qui vivent dans des situations de conflit et d'urgence ou dans des pays à haut risque de catastrophes naturelles, ainsi que les populations systématiquement vulnérables, telles que les femmes et les enfants, les personnes handicapées, les populations faiblement alphabétisées et les minorités ethniques.**

Aujourd'hui, 250 millions de personnes sont en mouvement. Bon nombre d'entre elles sont piégées dans des situations de conflit en tant que migrants, réfugiés ou chercheurs d'asile. Au même instant, le monde est confronté à des défis accrus en raison des changements climatiques, comme les phénomènes météorologiques fréquents et extrêmes, et les catastrophes. Il faut accorder davantage d'attention à la création et au maintien de systèmes ESEC résilients axés sur les droits dans des contextes fragiles et des pays vulnérables afin de trouver des solutions pour l'enregistrement des faits d'état civil et des réfugiés et des migrants déplacés et apatrides. Les initiatives de collaboration existantes, comme le Pacte mondial sur les réfugiés de l'ONU, peuvent fournir le cadre nécessaire pour appuyer le développement des systèmes ESEC et d'identification des pays d'accueil, dont la plupart sont des pays en développement. En outre, de nombreux groupes vulnérables, même dans les pays relativement riches, doivent être inclus dans les efforts de collecte et de désagrégation des données et protégés par des cadres de gouvernance qui consacrent le droit de l'individu à disposer de ses propres données.





**Pour remédier aux écarts et aux différences entre les genres dans les systèmes ESEC, les efforts visant à améliorer ces systèmes doivent tenir compte des contextes politiques, culturels et juridiques dans lesquels ils existent.**

Toutes les formes de discrimination à l'égard des personnes, y compris la discrimination fondée sur le sexe, doivent être éliminées de l'acte d'enregistrement des faits d'état civil. Cela doit être concrétisé et inscrit dans les lois régissant les systèmes ESEC grâce à un effort conjoint entre la promotion et la participation de la société civile, la participation d'acteurs du gouvernement au-delà des officiers de l'état civil et les actions de la communauté internationale pour garantir un accès égal aux documents de l'état civil. Les normes sociales peuvent également constituer des obstacles qui empêchent les personnes de profiter pleinement des avantages des systèmes ESEC. De plus amples recherches dans les domaines clés entourant la façon dont les normes sociales, telles que les pratiques d'accouchement et d'attribution d'un nom ou les cérémonies funéraires et d'enterrement, interagissent avec l'enregistrement, sont essentielles à la réalisation de l'enregistrement universel des naissances et à l'amélioration de l'enregistrement des décès. L'horizon à long terme du changement social doit être pris en compte dans les programmes, les attitudes changent lentement, mais plus durablement que les interventions soudaines.



**Les données des systèmes ESEC sont un bien public. Ces données sont fondamentales pour faire progresser l'égalité des genres et maintenir l'autonomisation des femmes tout au long du parcours de vie. Les statistiques de l'état civil sont un outil puissant pour la progression des politiques et les pratiques de développement durable et inclusif pour toutes les personnes tout au long de leur vie.**

Les avantages des systèmes ESEC pour améliorer l'élaboration de politiques en matière de développement, la prestation de services et l'autonomisation individuelle ne seront pas réalisés si les statistiques de l'état civil générées par les systèmes ne sont pas analysées ni utilisées pour dégager des idées ou pour protéger les droits des individus à l'identité en partenariat étroit avec les systèmes de gestion de l'identité. Cela dépendra de systèmes de statistiques efficaces qui rendent les données accessibles et disponibles. Elle dépendra également de systèmes qui renforcent la capacité des producteurs et des utilisateurs de données gouvernementaux et non gouvernementaux, tout en mettant en place une gouvernance solide des données qui assure la confidentialité des données et protège contre leur utilisation abusive.



**La communauté de pratique doit s'unir et collaborer pour combler les lacunes en matière de connaissances des décideurs, des citoyens, des chercheurs et de la communauté mondiale, en mettant en commun le savoir-faire et en défendant la cause de l'égalité des genres dans le cadre de l'ESEC et de l'identité juridique.**

Des systèmes ESEC et de gestion de l'identité efficaces nécessitent la participation de toutes les entités du gouvernement, de la société civile et du secteur privé. La complexité de l'amélioration de ces systèmes à l'échelle mondiale nécessite l'autonomisation d'un éventail de parties prenantes, y compris des individus, des statisticiens, des experts en matière de genre, des directeurs généraux de l'état civil et des défenseurs de la jeunesse, pour accroître la demande et d'influer sur l'élaboration de politiques. Depuis la première réunion consacrée au thème Rendre l'invisible visible : les systèmes d'ESEC comme base pour réaliser le plan d'action d'égalité des sexes de 2030, en février 2018, le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC a agi en tant qu'agent facilitateur de partenariats afin de combler les lacunes en matière de recherche et d'encourager le changement dans le domaine.



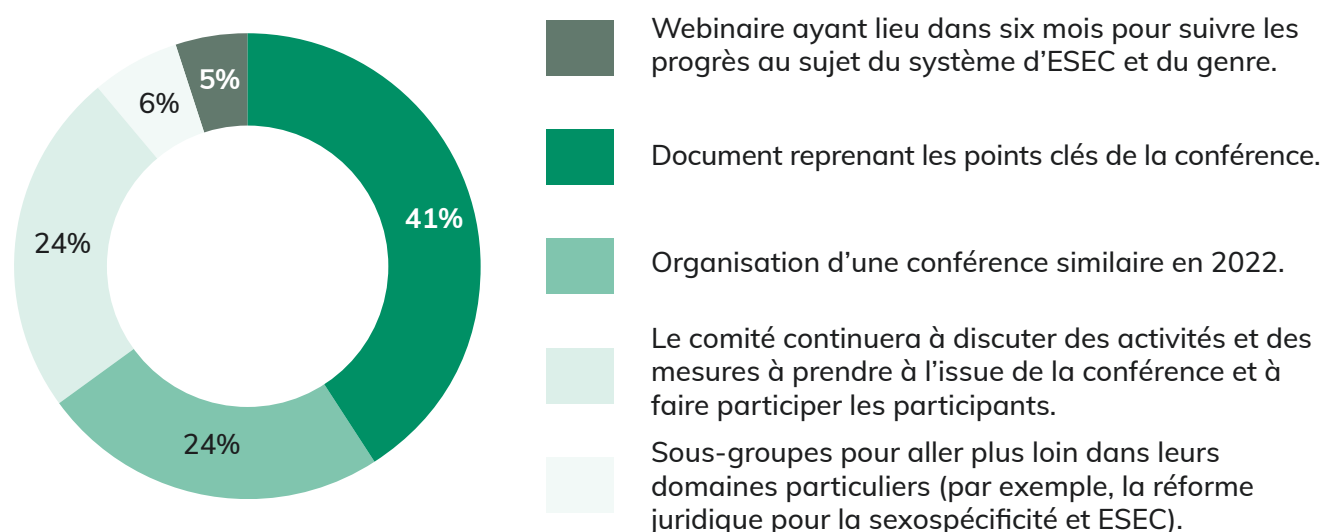
**Il convient de continuer à privilégier les études de cas qui montrent pourquoi un financement adéquat devrait être mobilisé aux échelons international et national pour améliorer les systèmes ESEC et poursuivre les progrès déjà réalisés.**

Les systèmes ESEC restent sous-financés. Il en résulte une faible capacité statistique, ce qui souligne la nécessité de faire valoir l'ESEC auprès des gouvernements nationaux et des organisations internationales, notamment en ce qui concerne le retour sur investissement de l'ESEC. Les processus budgétaires nationaux, en particulier la Stratégie nationale de développement de la statistique, doivent tenir compte du financement des systèmes dans une perspective de genre. Le financement international devrait appuyer et compléter le financement national tout en explorant des instruments nouveaux et novateurs afin de garantir que les systèmes ESEC sont pleinement financés et ne laissent personne de côté.

# Prochaines étapes

Des actions concrètes seront nécessaires pour faire avancer les messages qui ont émané de cette conférence. Plusieurs participants ont donné leur avis sur une première tentative d'articulation de ces thèmes, notamment en échangeant des idées sur la meilleure façon de poursuivre les progrès réalisés lors de la conférence (figure 2). Une première étape importante consiste à étayer les principaux points soulevés et discutés lors de la conférence, ce qui est l'objet de cette publication. Plusieurs autres étapes importantes sont à envisager.

**Figure 2 : Réponses des participants à la question « Qu'est-ce qui serait le plus utile pour continuer à tirer parti des progrès réalisés grâce à la conférence? »**



La poursuite des conversations sur les questions d'ESEC et de genre est essentielle pour faciliter l'engagement et la coordination nécessaires à une action mondiale. La Commission de statistique des Nations Unies (CSNU-COMSTAT), la Commission de la condition de la femme (CSW64/Beijing+25), le Forum Génération Égalité organisé par ONU Femmes et le Forum mondial des Nations Unies sur les données de 2020 ont tous été signalés comme des occasions stratégiques à exploiter pour maintenir l'élan. Les participants ont également exprimé leur intérêt pour participer à une conférence de suivi dès 2022 afin de suivre les progrès et de relever les nouveaux défis.

## Intervenants et participants

---

**Allison Petrozziello**, spécialiste des questions de genre et de migration, chercheuse et doctorante

**Arjan de Haan**, directeur, domaine de programme Économies inclusives, CRDI

**Benoît Kalasa**, directeur de la division technique, FNUAP

**Carlos Ramirez**, FNUAP Colombie

**Claire Brolan**, Centre for Policy Future, Université du Queensland

**Cornelius Williams**, directeur associé, Protection des enfants, UNICEF

**Dan Pavel Doghi**, chef, Point de contact pour les questions concernant les Roms et les Sintis, Bureau des institutions démocratiques et des droits de la personne de l'OSCE

**Daniel Cobos**, collaborateur scientifique principal, Institut tropical et de santé publique suisse

**Dominique Charron**, vice-présidente, Programmes et partenariats, CRDI

**Edna Valle**, DANE, Colombie

**Elène Bérubé**, juriste principale et chef de l'unité de protection, HCNUR

**Gemma Van Halderen**, directrice de la Division des statistiques, CESNUAP

**Irina Dincu**, spécialiste de programme principale, Centre d'excellence sur les systèmes ESEC, CRDI

**Johannes Jütting**, directeur général, PARIS21

**Joshua Tabah**, directeur général, Santé et nutrition, Affaires mondiales Canada

**Kamal Khera**, secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international, Canada.

**Leyla Sharafi**, conseillère principale en matière de genre, FNUAP

**Louis Niamba**, chercheur, Burkina Faso

**Martin Clutterbuck**, conseiller régional en matière de conseil et d'assistance juridique, Conseil norvégien pour les réfugiés, région du Moyen-Orient

**Marwan Khawaja**, chef, Section des statistiques démographiques et sociales, ONU-CESAO

**Montasser Kamal**, chef de programme, Santé des mères et des enfants (SME), CRDI

**Nashaat Taani**, directeur du service des maladies non transmissibles, Ministère de la Santé, Jordanie

**Niall McCann**, conseiller politique et chef de projet, Identité juridique, PNUD

**Petrida Paul**, ambassadrice de la jeunesse de l'Union africaine

**Rachel Snow**, chef du Service de la population et du développement, Division technique, FNUAP

**Romesh Silva**, spécialiste technique des inégalités sanitaires et sociales, FNUAP

**Rosalinda C. Apura**, directrice régionale, Autorité des statistiques des Philippines

**Sandile Simelane**, Spécialiste technique, FNUAP

**Shaida Badiee**, co-fondatrice et directrice générale, Open Data Watch

**Srdjan Mrkić**, chef, Statistiques démographiques, Division des statistiques de l'ONU

**Tom Orrell**, directeur, DataReady

[illegible]



## This image shows a blank sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and extend across the width of the page. There is a solid green horizontal bar at the very top of the page. The rest of the page is white with thin, dark grey or black horizontal lines.





**LE CENTRE D'EXCELLENCE**  
sur les systèmes ESEC

